# État de l'Union

2011/2610(RSP) - 28/09/2011

Le Président de la Commission a tenu son discours annuel sur l'état de l'Union dans le contexte des turbulences de la zone Euro. Il a soutenu que **l'unification européenne ne devait pas être remise en question** et que l'approche intergouvernementale, source de divisions, n'aidait pas à la résolution de la crise.

Tout en affirmant que la Grèce resterait membre de la zone euro, M. Manuel Barroso a reconnu que la mise en place d'une monnaie unique devait s'accompagner d'une **véritable gouvernance économique**. Il a souligné que l'Union avait besoin à la fois de croissance et de stabilité.

A l'instar du Parlement européen, le Président de la Commission a plaidé pour l'introduction d'une **taxe sur les transactions financières** afin que le secteur bancaire contribue de manière équitable aux coûts de la crise. Il a également indiqué qu'une réflexion était engagée sur l'opportunité de mettre en place des **euro-obligations** (eurobonds).

Sur le volet social, il a insisté sur la nécessité de traiter en priorité le problème du **chômage des jeunes** et s'est élevé contre toute tentative de remettre en cause la **liberté de circulation**.

**Réactions des groupes politiques du Parlement** :

- **PPE** : regrettant que l'euro n'ait pas été doté des moyens de sa gouvernance, le président du groupe a plaidé pour une réponse européenne et commune à la crise et aux enjeux globaux. Il a salué le paquet de mesures sur la gouvernance économique mais a précisé que l'UE devait aussi se concentrer sur la croissance, la formation, l'éducation et les petites et moyennes entreprises (PME).
- **S&D** : après avoir indiqué que la crise actuelle était d'abord une crise de gestion, le chef du groupe a plaidé pour que l'Europe agisse en tant communauté, via les institutions communautaires, et non uniquement par la voie diplomatique pour répondre aux défis présents. Il a enjoint les gouvernements à adopter rapidement les règles nécessaires en vue de la régulation des marchés financiers.
- **ADLE** : dénonçant lui aussi l'échec des méthodes intergouvernementales pour faire face a une crise qui frappe non seulement de la Grèce, mais l'Europe dans son ensemble, le leader du groupe a préconisé le transfert de nouveaux pouvoirs à l'Union et proposé la création d'un ministre européen des finances au sein de la Commission.
- **ECR** : le représentant du groupe s'est dit convaincu que les citoyens étaient opposés à tout nouveau transfert de pouvoirs vers l'UE, que la taxe sur les transactions financières ferait fuir l'industrie financière et que l'euro avait été mis en place sur des économies trop différentes. Il a appelé à la définition d'un nouveau modèle européen.
- **Verts/ALE** : la représentante du groupe a insisté sur la nécessité de s'attaquer à la pauvreté et à la montée des inégalités si l'on voulait recueillir le soutien des citoyens. Elle a demandé d'accorder la priorité à l'éducation, à la formation et à une croissance économique durable. Elle a également déploré que le paquet de mesures sur la gouvernance économique ne traite pas correctement de l'équilibre entre stabilité et croissance.
- **GUE/NGL** : le représentant du groupe a rappelé que des milliards d'euros avaient été injectés dans les banques tandis que les gens modestes voyaient leur niveau de vie baisser, et ce au mépris de toute justice sociale. Il a insisté sur la valeur de solidarité qui devrait se manifester par une résistance face à la volonté des gouvernements d'opérer des coupes claires dans les budgets.
- **EFD** : le groupe a critiqué le fait que la plupart des présidents dont l'UE et ses institutions se sont dotés n'ont pas été élus au suffrage universel direct. Il s'est vivement opposé à tout nouveau transfert

de compétences vers l'UE ainsi qu'à la méthode communautaire prônée par la majorité de l'assemblée.